

Les fondements matériels et environnementaux de la paix

Samuel Ripoll

Recensé : Pierre Charbonnier, *Vers l'écologie de guerre. Une histoire environnementale de la paix*, Paris, La Découverte, 2024, 324 p.

Le philosophe Pierre Charbonnier explore l'idée selon laquelle la crise écologique serait le prix de l'ordre planétaire installé après la Seconde Guerre mondiale pour garantir la paix. Samuel Ripoll présente les apports et limites de cette approche environnementale de la géopolitique.

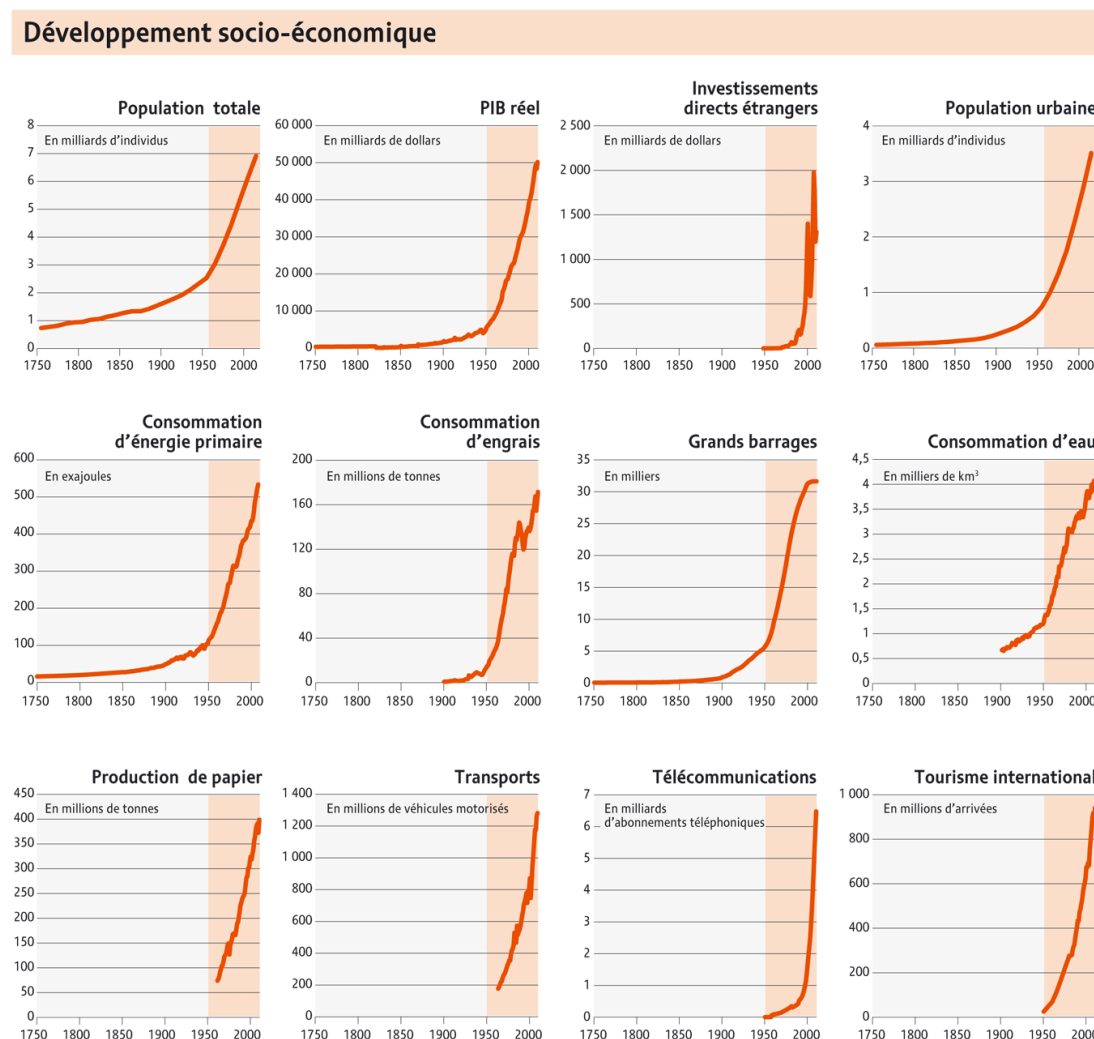
En quoi la rénovation énergétique des bâtiments, la décarbonation des mobilités ou encore la renaturation des villes pourraient-elles contribuer à la construction d'un nouvel ordre mondial pacifié, à l'heure où le droit international et la démocratie libérale, principes fondateurs de la géopolitique post-1945, sont de plus en plus violemment remis en question ? Voilà une réflexion originale à laquelle nous invite le philosophe Pierre Charbonnier, à partir d'un travail sur la « grande accélération » (figure 1), cette augmentation brutale, massive et planétaire de l'urbanisation, des mobilités, de la consommation d'énergie et des ressources, qui commence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (McNeill 2014). L'année 1945 est également considérée comme un possible moment d'entrée dans l'anthropocène, cette nouvelle ère géologique dans laquelle les humains s'imposeraient comme la principale force de changement de l'environnement mondial (Bonneuil et Fressoz 2016). L'intéressante hypothèse du livre consiste à interroger cette énigmatique concomitance, en affirmant qu'il ne s'agit pas d'une simple coïncidence : la crise écologique contemporaine serait en partie le fruit de l'ordre mondial installé après-guerre pour garantir la paix dans un monde traumatisé par les conflits du XX^e siècle.

Le propos entend saisir les ressorts géopolitiques de la « grande accélération » qui, rappelons-le, se matérialise en particulier par une urbanisation massive de la planète. En Europe notamment, la période de la reconstruction post-1945 marque un tournant radical en matière de production de la ville, du point de vue de l'ampleur du phénomène d'urbanisation mais aussi de l'invention de nouveaux modèles dits « d'aménagement du territoire » fondés sur l'intensité énergétique, l'innovation technologique et l'exploitation des ressources naturelles (étalement urbain, généralisation du béton, de l'automobile, des grandes infrastructures...). Le dépassement de ces modèles, jugés inadaptés à la nécessaire transition écologique, est aujourd'hui précisément au cœur de vifs débats (Roseau et Tassin 2024 ; Rode 2023).

L'approche de Pierre Charbonnier est novatrice car elle s'intéresse non pas au sujet relativement connu des effets environnementaux des guerres, qu'ils soient directs (destructions urbaines, pollutions) ou induits (reconversion de technologies militaires destructrices dans le civil, comme le nucléaire ou les pesticides), mais propose à l'inverse de questionner les soubassements matériels et environnementaux de la construction de la paix. L'ouvrage apporte

ainsi une contribution aux réflexions de sciences humaines et de philosophie qui explorent les racines de la crise écologique actuelle. Il fournit une interprétation géopolitique, complémentaire de recherches qui, jusqu'à présent, avaient surtout insisté sur le développement des technosciences, des logiques capitalistes, et sur l'accélération d'une urbanisation frénétique fondée sur l'énergie fossile, l'exploitation des ressources et la dégradation de l'environnement (voir parmi de nombreux autres travaux : Pessis *et al.* 2013 ; Jarrige 2014 ; Fressoz et Locher 2020 ; Frioux 2021). Le propos, clair et agréable à lire, est étayé par la mobilisation d'un vaste corpus composé de travaux d'histoire environnementale, politique et culturelle mais aussi, bien sûr, de philosophie et de science politique.

Figure 1. Indicateurs socio-économiques de la « grande accélération »



Source : Will Steffen, Wendy Broadgate, Lisa Deutsch, Owen Gaffney et Cornelia Ludwig, « The trajectory of the Anthropocene: the Great Acceleration », *The Anthropocene Review*, 2015.

Exploiter la nature pour pacifier la planète

Après 1945, le recours massif aux énergies fossiles doit permettre de neutraliser la guerre, et plus précisément de « couper les racines d'une tendance politique dont la mémoire traumatique pesait encore sur les consciences de tous et de toutes. L'ordre, la stabilité et, plus précisément, l'élimination des passions politiques ferventes dont se nourrissaient les grands systèmes totalitaires, étaient alors les objectifs explicites des élites politiques qui ont pris en main la reconstruction » (p. 22-23). Rappelons en effet que pour Robert Schuman, acteur

majeur de l'intégration européenne, la solidarité de production (notamment du charbon et de l'acier) entre la France et l'Allemagne devait rendre toute guerre entre ces deux nations impensable, et surtout matériellement impossible. C'est en un sens le triomphe d'une utopie libérale née au XVIII^e siècle, celle du « doux commerce », qui théorise le pacte entre paix et prospérité, selon laquelle l'augmentation des échanges et des richesses serait un vecteur naturel d'apaisement et de sécurité (chap. 2). Utopie qui constitue la colonne vertébrale du système international post-1945, celui de la *Pax americana*, de la construction européenne et des Nations unies, qui a redéfini d'un même mouvement l'ordre géopolitique, économique et matériel du monde. On pourrait néanmoins objecter que la mise en place de ce nouvel ordre mondial renforce et accélère, certes de manière sensible, des dynamiques déjà à l'œuvre depuis le début du XX^e siècle, en termes notamment d'exploitation des énergies fossiles, d'urbanisation ou encore de diffusion de l'automobile (voir en particulier Hein 2022).

Le projet démocratique antitotalitaire, issu du traumatisme de la guerre et de la Shoah, est une priorité des élites occidentales de la reconstruction. Et rien ne doit venir l'entraver, pas même la nature, qui doit être mise à son service. À la crainte de pénuries de ressources naturelles et énergétiques, à l'obsession nazie du *Lebensraum*, qui avait menées à la catastrophe, il faut désormais répondre par la science et la technique. Autrement dit, « l'exploitation de la nature a été investie d'une mission civilisatrice et pacificatrice » (p. 251). On attend désormais de l'innovation qu'elle repousse la frontière des possibilités économiques et rende caduque le désir d'expansion territoriale. Pour assurer la croissance, le commerce et la stabilité, gazoducs, pipelines, autoroutes et métropoles doivent quadriller les territoires, constituant ce que Pierre Charbonnier appelle les « infrastructures de la paix » (chap. 4).

La planification, qu'elle soit économique ou spatiale, constitue un autre instrument central de ce projet. Elle incarne un développementalisme dépolitisé et désidéologisé, qui doit permettre non seulement de reconstruire l'Europe à l'abri des passions fascistes (Judt 2010) mais aussi de garantir la stabilité des pays du « tiers monde » en cours de décolonisation, notamment dans le cadre de la politique américaine de *containment*. Ces pays prennent ainsi la voie de l'électrification, de l'urbanisation et de l'exploitation de leurs ressources naturelles, notamment fossiles, dans un mouvement qui associe développement économique, construction d'un projet politique national et redéfinition du système international. Nehru voyait ainsi dans les grands projets de barrages hydrauliques du Gange les « temples de l'Inde moderne » (cité p. 168).

Certes, une partie de cette histoire était déjà connue, bien que l'auteur la revisite au travers d'une synthèse inédite pour les lecteurs francophones, qui associe en des termes clairs les enjeux d'ordre mondial, de paix, de démocratie et de crise écologique. Mais ce n'est pas un propos d'historien, en tout cas pas uniquement. L'enjeu du livre consiste en effet à comprendre comment cette histoire pèse aujourd'hui encore sur la crise environnementale. Il invite à analyser en quoi « cet ancrage matériel de la paix est aujourd'hui obsolète » (p. 302). L'ouvrage s'ouvre sur l'invasion de l'Ukraine, qui pousse l'Union européenne à accélérer son affranchissement des énergies fossiles russes, préfigurant ainsi une profonde reconfiguration des relations entre paix et climat, que l'auteur propose d'appeler « écologie de guerre ». La transition énergétique, notamment dans les secteurs très consommateurs du bâtiment ou des mobilités, devient dès lors un enjeu géopolitique. La décarbonation de l'économie, autrefois conçue uniquement en termes de compétitivité et de bien de l'humanité, s'inscrit désormais dans des relations de puissance et de confrontation entre nations et entre modèles politiques. Publié en 2024, le livre entre en résonance avec les premiers mois d'une administration américaine qui tourne brutalement le dos à l'ordre mondial libéral qu'elle avait pourtant largement contribué à installer, et fait basculer dans le plus grand chaos la première puissance mondiale vers un régime extractiviste et autoritaire. L'auteur appelle ainsi les Européens en

particulier à développer une stratégie politique consistant à réintégrer les politiques climatiques dans un impératif de sécurité.

Écologie et géopolitique : pour un langage commun

La notion d'« écologie de guerre » proposée par Pierre Charbonnier est aussi à comprendre comme une invitation faite aux mouvements écologistes occidentaux à repenser leur rapport à la violence et à la géopolitique. Ces derniers ont construit leur pensée pacifiste sur un rejet éthique et radical des politiques de puissance, associées aux excès de la modernité technique. Mais puisque ni les alertes scientifiques répétées, ni les mobilisations sociales, ni les impératifs moraux de justice et de préservation de la planète n'ont permis d'infléchir l'ordre énergétique et industriel, ne faudrait-il pas désormais réinscrire la question écologique dans une perspective pragmatique de sécurité et de stabilité mondiales ? Autrement dit, pour l'Union européenne en particulier, l'objectif de décarbonation de l'économie et de réduction de sa dépendance aux énergies fossiles russes et américaines constitue un élément incontournable pour garantir sa sécurité extérieure. L'auteur détaille clairement cette équation sur les questions énergétiques, mais il apparaît parfois plus complexe d'identifier la manière dont une « écologie de guerre » pourrait s'emparer d'autres thèmes de la transition écologique, comme la biodiversité, la pollution, l'urbanisme et les paysages. Il y a très certainement là de nouveaux chantiers de recherches empiriques à lancer.

D'autre part, s'il évoque ponctuellement le cas de certains pays du « Sud global », le livre reste principalement adossé à une vision occidentale (et surtout américaine) des relations entre paix et environnement, celle des puissances qui, sorties victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, ont élaboré la nouvelle architecture internationale. Les travaux d'histoire environnementale consacrés aux espaces coloniaux et postcoloniaux sont certes, en France, encore peu nombreux (Blanc *et al.* 2022). Mais l'analyse mériterait désormais un contrepoint postcolonial, une « histoire à parts égales » (Bertrand 2011) attentive notamment à la réception des « infrastructures de la paix » en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. L'auteur souligne d'ailleurs que l'ordre mondial post-1945 n'a pas supprimé les guerres ni les crimes de masse, mais les a plutôt contenus aux périphéries du monde occidental. L'enjeu d'un tel contrepoint est scientifique mais aussi politique, car il est évident qu'un nouvel équilibre géopolitique ne saurait s'élaborer en vase clos au sein d'une Europe déjà très affaiblie et qui se construit de plus en plus comme une « forteresse ». Ce d'autant plus que les difficiles négociations diplomatiques Nord-Sud sur le changement climatique sont aujourd'hui encore hypothéquées par des références à l'histoire coloniale (invocation d'un droit au développement, notion de responsabilités communes mais différenciées...).

Ce livre constitue néanmoins un appel opportun à une prise de conscience historique et géopolitique des acteurs et actrices de la « transition écologique ». Il s'agit de penser une nouvelle équation qui, à la protection de l'environnement planétaire, associerait la construction d'un nouvel ordre mondial, fondé sur un pacifisme pragmatique et sur la défense de la démocratie libérale. Équation qui s'appuie sur un constat philosophique majeur : « L'une des leçons de cette histoire, celle qui crée le plus de malaise moral, est qu'il existe une résonance entre les grandes catastrophes du passé et celles du présent [tant écologiques que politiques]. La guerre et les crimes de masse ainsi que les génocides du milieu du XX^e siècle ont suscité un désir de stabilité qui a contribué à son tour à enraciner l'intensité énergétique dans les vies quotidiennes et l'ordre international : les énergies fossiles ont été utilisées comme une arme antifasciste » (p. 306).

On peut cependant regretter que le livre aborde relativement peu l'autre face de cette histoire : l'exploitation massive des énergies fossiles et des ressources naturelles n'a-t-elle pas

aussi constitué la colonne vertébrale de régimes totalitaires et autoritaires ? N'a-t-elle pas été au cœur de nombreux conflits, à l'image des guerres du Golfe ? De même, les « infrastructures de la paix » ont parfois émergé de régimes fascistes. En Allemagne par exemple, la création des premiers réseaux d'autoroutes était au cœur du projet politique du Troisième Reich, notamment dans la perspective de faciliter les déplacements militaires entre est et ouest (Zeller 2007).

Le livre de Pierre Charbonnier constitue néanmoins une invitation philosophique stimulante à penser dans un même mouvement les désordres planétaires, climatiques comme géopolitiques. Reste à savoir comment traduire cet objectif dans la conscience et dans la pratique des acteurs engagés dans les transitions écologiques. Car si, dans l'écologie de guerre, « les acteurs sont bien plus des ingénieurs et des juristes que des soldats » (p. 311), le livre reste parfois vague quant aux manières concrètes de la mettre en œuvre. Sa thèse provocante a cependant le mérite de souligner que la construction de la paix, loin de se circonscrire aux arènes diplomatiques et militaires, s'appuie aussi sur des réalités matérielles, environnementales et territoriales. Ou, comme le résume l'auteur, « le droit de toutes et tous au développement, l'urbanisation des vies quotidiennes, l'accroissement des demandes matérielles, l'ancrage de la légitimité politique et ultimement de la sécurité dans ces processus, font que la paix ne peut être conçue ni construite sur une base immatérielle » (p. 303).

Bibliographie

- Bertrand, R. 2011. *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (xvi^e-xviii^e siècle)*, Paris : Éditions du Seuil.
- Blanc, G., Plarier, A. et Seri-Hersch, I. 2022. « Vers une histoire socio-environnementale des empires contemporains », *Histoire@Politique*, n° 48. URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/8326>.
- Bonneuil, C. et Fressoz, J.-B. 2016. *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris : Points.
- Bourg, D. et Whiteside, K. 2010. *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris : Éditions du Seuil.
- Fressoz, J.-B. et Locher, F. 2020. *Les révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique, xv^e-xx^e siècle*, Paris : Éditions du Seuil.
- Frioux, S. (dir.). 2021. *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second xx^e siècle*, Ceyzérieu : Champ Vallon.
- Hein, C. (dir.). 2022. *Oil Spaces. Exploring the Global Petroleumscape*, New York : Routledge.
- Jarrige, F. 2014. *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris : La Découverte.
- Judt, T. 2010. *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris : Fayard.
- McNeill, J. R. 2014. *The Great Acceleration. An Environmental History of the Anthropocene since 1945*, Londres : Harvard University Press.
- Pessis, C., Topçu, S. et Bonneuil, C. (dir.). 2013. *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris : La Découverte.
- Rode, S. 2023. *Écologiser l'urbanisme. Pour un ménagement de nos milieux de vie partagés*, Lormont : Le Bord de l'eau.
- Roseau, N. et Tassin, B. (dir.). 2024. *Au pied du mur. Imaginer les futurs socio-écologiques, Transitions*, n° 4.

Zeller, T. 2007. *Driving Germany. The Landscape of the German Autobahn, 1930-1970*, Oxford-New York : Berghahn.

Samuel Ripoll est chercheur associé au Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS), et maître de conférences à l'École nationale des Ponts et Chaussées. Ses recherches s'inscrivent dans le champ des études urbaines globales, et s'intéressent en particulier aux relations entre urbanisme, environnement et démocratie aux XX^e et XXI^e siècles.

Pour citer cet article :

Samuel Ripoll, « Les fondements matériels et environnementaux de la paix », *Métropolitiques*, 18 juin 2026.

URL : <https://metropolitiques.eu/Les-fondements-materiels-et-environnementaux-de-la-paix.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2308>.